

Discours du Président Sarkozy au Cap, en Afrique du Sud.

(28 février 2008)

Madame la Présidente (Mme Speaker) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les
Parlementaires, Mesdames et Messieurs,

Avec le recul, le vingtième siècle apparaît comme l'un des siècles les plus brutaux de l'histoire : il engendra deux guerres mondiales ; il inventa le génocide et la shoah ; il vit des régimes dictatoriaux mettre en place des systèmes répressifs sans précédent par leur ampleur et leurs victimes. Le nombre des réfugiés, des déportés, de ceux qui durent fuir leur patrie et s'exiler, fut immense.

Ce siècle de fer, l'Afrique en a subi dans sa chair toute la violence et toute l'horreur. Elle a enduré la colonisation ; les conséquences des grands conflits mondiaux ne lui furent pas épargnées puisque ses fils en payèrent aussi le prix en combattant pour les puissances coloniales. Puis vinrent les victimes des luttes de décolonisation et des conflits africains qui accompagnèrent l'affrontement Est-Ouest. Enfin, elle connut elle aussi le génocide.

En outre, plus que d'autres, l'Afrique fut victime du mépris et du racisme. Or c'est pourtant de ce continent souvent humilié et bafoué, et précisément d'Afrique du Sud, qu'est venue à la toute fin du siècle une magnifique leçon d'humanité. Alors que régnaient ici l'apartheid et ses violences, alors que la vengeance et de nouvelles oppressions auraient pu naître de tant d'humiliations, le peuple d'Afrique du Sud, guidé par des hommes hors du commun, a voulu rompre cette longue chaîne de malheur.

Cette extraordinaire réussite humaine doit beaucoup à l'homme qui après 27 ans de prison a dit à ceux qui l'avaient si longtemps privé de sa liberté : « L'opprimeur doit être libéré tout comme l'opprimé. L'opprimé et l'opprimeur sont tous deux dépossédés de leur humanité. » Les Sud-Africains ont délibérément choisi pour leur pays le chemin de la réconciliation et de la "transformation" ?. En décidant d'emprunter ce chemin, vous avez en quelque sorte aussi racheté le siècle ; vous avez permis qu'en dépit de ses atrocités, il puisse se clore sur un immense signal d'espoir pour l'humanité tout entière, et que ce signal vienne d'Afrique.

C'est donc empreint de respect pour votre Nation que je me présente devant vous, Mesdames et Messieurs, les Représentants de ce grand peuple d'Afrique du Sud, hérauts d'une société plus juste et plus humaine parce que plus fraternelle. C'est pour saluer, à travers vous ce peuple et l'espoir qu'il nous donne, que j'ai souhaité m'adresser à vous aujourd'hui et je vous remercie de l'avoir accepté. Parce que l'Afrique a su faire naître cet espoir, nous voulons aujourd'hui travailler avec elle à le faire grandir. Notre monde s'appuie désormais sur cet exemple pour construire un système plus juste et plus humain. La France apporte à cette tâche sa propre foi dans la liberté, l'égalité et la fraternité dont elle a fait sa devise et qui lui vient de sa propre Révolution. Partageant les mêmes valeurs, nourrissant les mêmes espérances, j'ai la conviction que la France et l'Afrique du Sud, agissant ensemble, peuvent mieux que d'autres contribuer à l'émergence d'un monde apaisé.

Ce défi commun, nous l'avons en partage d'abord pour que l'Europe et l'Afrique tissent enfin des liens nouveaux ; des liens qui ne soient plus ceux de l'inégalité, de l'exploitation ou du ressentiment, mais comme je l'ai dit en juillet dernier à Dakar, des liens d'égalité, des liens d'équité et de respect. La relation entre la France et l'Afrique, vous le savez, est ancienne. Cette relation a pu être douloureuse. J'ai déjà eu l'occasion d'évoquer les crimes et les fautes commises. Il ne faut pas les oublier.

Il ne faut pas oublier non plus ce que la France doit à l'Afrique. Je pense notamment à l'aide précieuse que l'Afrique nous a apportée dans les deux guerres mondiales. Je pense notamment à l'Afrique du Sud qui a combattu à nos côtés. La force de ces liens n'appartient pas qu'au passé. Elle s'inscrit aussi dans l'identité française : près de 10% de la population française peut revendiquer son origine africaine. Elle s'inscrit aussi dans l'identité africaine à travers la langue française qui est

une des langues officielles de l'Union Africaine.

En dépit de la profondeur et de l'ancienneté de ces liens, la relation de la France avec l'Afrique, particulièrement avec l'Afrique sub-saharienne, se distend. Le nombre de Français vivant en Afrique, les exportations et les investissements français vers l'Afrique ont baissé. Il en résulte que nos partenaires traditionnels en Afrique ont parfois le sentiment d'un abandon et d'un désintérêt de la France à leur égard. Cette relation est compliquée parce que s'y mêlent depuis toujours à la fois le sentiment et la passion, parce qu'elle est depuis toujours chargée d'une grande affectivité, mais aussi parce qu'elle est en décalage par rapport à ce que veulent les Africains et à ce que perçoivent les Français. Aujourd'hui l'ancien modèle de relations entre la France et l'Afrique n'est plus compris par les nouvelles générations d'Africains, comme d'ailleurs par l'opinion publique française. Je sais qu'au sein-même de cette Assemblée, certains d'entre vous, militants de la lutte de libération, perçoivent eux-mêmes encore ces relations de la France et de l'Afrique, à travers le prisme de la colonisation.

Nous nous trouvons dans une situation où notre engagement politique, militaire ou économique aux côtés de l'Afrique est perçu par beaucoup non comme une aide sincère, mais comme une ingérence néo-coloniale ; mais où, dans le même temps, une indifférence, un retrait ou une absence d'engagement nous sont reprochés comme un abandon ou une ingratitude.

Les Africains en ont assez de recevoir des leçons de morale ou de bonne gouvernance. Ils les perçoivent comme arrogantes et condescendantes ; mais dans le même temps, les sociétés civiles et les opinions publiques d'Afrique nous interpellent : elles souhaitent notre implication directe à leur côté, par exemple pour dénoncer la corruption ou la mauvaise gouvernance. Il existe aujourd'hui une sorte d'exception africaine dans l'opinion publique : ce qui est considéré comme normal avec d'autres régions du monde fait naître le soupçon quant aux intentions du gouvernement français dès qu'il s'agit de l'Afrique.

La jeunesse africaine entretient avec la France une relation ambivalente d'attraction et de contestation. Actuellement, plus de 100.000 Africains font des études supérieures en France. Contrairement aux idées reçues, il n'y a jamais eu autant d'étudiants africains dans les universités françaises. Et cependant, la jeunesse d'Afrique éprouve le sentiment que la France se ferme à elle.

Ces malentendus et ces paradoxes trahissent une situation qui n'est évidemment pas satisfaisante. C'est pourquoi j'ai appelé à de nombreuses reprises à l'établissement de nouvelles relations équilibrées, transparentes et décomplexées. Des relations qui se fondent sur les réalités contemporaines.

Ma conviction est que la relation franco-africaine est pleine d'avenir si nous lui donnons un nouvel élan. De même que l'Afrique du Sud incarne une Afrique nouvelle, la relation franco-sud-africaine doit inspirer une relation nouvelle entre la France et l'Afrique. Il est vrai, notre relation ne porte pas le poids du passé. Notre histoire commune est limitée. La France et l'Afrique du Sud n'ont pas la même langue, n'ont pas la même histoire, n'ont pas la même culture et pourtant elles se comprennent.

Dénués de préjugés, les rapports entre nos deux pays sont exemplaires ; équilibrés, transparents et décomplexés. L'Afrique du Sud est devenue notre premier partenaire en Afrique dans de nombreux domaines. Premier partenaire commercial, votre pays est également la première destination des investissements français. Près de 160 sociétés françaises y développent des partenariats industriels et créent des emplois. Les accords que nous avons signés ce matin, dans les domaines de l'énergie, des transports, de la science et du tourisme témoignent de la diversité de ces liens. Cette relation peut encore être renforcée.

Le niveau de développement atteint par l'Afrique du Sud n'explique pas à lui seul la nature de nos relations. Entre nous, il n'y a place que pour une relation équilibrée, un partenariat véritable ; c'est-à-dire fondé sur l'égalité, la transparence et l'intérêt mutuel. C'est en ce sens aussi que notre relation commune doit inspirer celle que nous voulons établir avec l'ensemble des pays du

Continent africain.

Monsieur le Président, Cher Thabo, vous avez coutume de dire que "l'Afrique du Sud ne peut être un îlot de prospérité au milieu d'un océan de misère". A Paris, nous pensons la même chose.

Je réaffirme devant vous que la sécurité et la prospérité de la France et de l'Europe sont indissociables de la sécurité et de la prospérité de l'Afrique. Les 14 kilomètres du détroit de Gibraltar font de l'Europe et de l'Afrique des voisins immédiats.

J'ai eu l'occasion de dire lors de mon précédent voyage en Afrique, en juillet dernier, qu'il ne saurait y avoir d'autres finalités pour notre politique en Afrique que l'unité de l'Afrique et la Renaissance africaine. Celle-ci déterminera en partie la stabilité de l'Europe et l'avènement d'un monde plus juste. Cette Renaissance, la France la souhaite, elle la souhaite de toute son âme, elle la souhaite de tout son cœur, elle la souhaite au nom de tout ce qu'il l'unit à l'Afrique.

Cette Renaissance, l'Afrique du Sud la veut. Elle en a donné le signal. Elle en a montré l'exemple.

La Renaissance, ce n'est pas d'abord une affaire de moyens. C'est d'abord une affaire de mentalités. L'homme de la Renaissance est un homme qui croit que tout est possible. L'homme de la Renaissance est un homme qui croit en l'Homme, qui croit que l'homme peut changer le monde. C'est un homme dont les rêves sont plus grands que ce qu'il peut accomplir. Pour travailler à cette Renaissance, la France veut refonder ses relations avec l'Afrique. Elle ne veut pas être en Afrique pour perpétuer sous d'autres formes des rapports inégaux qui appartiennent à un passé révolu.

La relation entre la France et l'Afrique ne peut plus être fondée sur des accords et sur des politiques qui sont des survivances d'une époque où le monde était bien différent de ce qu'il est aujourd'hui. Si la France veut refonder sa relation avec l'Afrique, elle doit commencer par reconnaître et assumer ses intérêts en Afrique. La paix et la sécurité du Continent africain, la lutte contre la pauvreté, la croissance économique du continent, son insertion dans la mondialisation, sont pour nos deux pays des intérêts communs.

Oui, la France, comme l'Afrique du Sud, a intérêt au développement de l'Afrique. Le potentiel de croissance de votre continent, ses richesses naturelles, son marché prometteur en font une partie du monde que nous ne pouvons négliger.

Oui, la France, comme l'Afrique du Sud, a intérêt à la sécurité de l'Afrique. D'abord parce que la paix et la stabilité sont les conditions indispensables du développement. Ensuite, parce que les guerres, les pandémies, les trafics ou le terrorisme en Afrique ont des conséquences directes en France.

Enfin, la France, comme l'Afrique du Sud, ont un même intérêt à une meilleure régulation de la mondialisation. Qu'on en conteste les effets ou pas, la mondialisation est entrée dans notre histoire. Et il serait totalement illusoire et dangereux de prétendre gérer les grandes affaires du monde sans l'Afrique. L'Europe et l'Afrique représentent ensemble près de la moitié des pays de la planète. C'est ensemble, et ensemble seulement, que les Européens et les Africains pourront peser sur la mondialisation.

L'Afrique a tout pour profiter mieux de la mondialisation et y entrer davantage. Elle est déjà mondialisée. Mais, à l'image de l'Afrique du Sud, elle doit devenir un acteur de la mondialisation plutôt que d'être perçue comme un sujet de la mondialisation. L'Afrique du Sud est déjà pour nous un partenaire dans la mondialisation.

La déclaration commune que nous avons adoptée ce matin sur le changement climatique en offre une bonne illustration. Je pense encore à notre approche commune sur la démocratisation de la gouvernance mondiale. Je pense au G8 qui a vocation à se transformer en G13 et au sein duquel l'Afrique du Sud a toute sa place. Je pense enfin au FMI et au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il ne nous appartient pas de décider qui représentera l'Afrique. Mais je constate que l'Afrique du Sud marche à l'avant-garde de ce continent ; qu'elle a tous les atouts pour faire entendre sa voix dans ces enceintes.

Le partenariat franco-sud-africain me semble donc solide. Le Président Mbeki a par le passé gratifié la France du titre de "Citoyenne d'Afrique". C'est à mes yeux un vrai compliment et je souhaite que la France le mérite. Pendant la campagne présidentielle j'ai exprimé ma volonté de rénover la relation entre la France et l'Afrique. J'ai commencé à le faire. D'abord en matière de sécurité. Ainsi, il y a trois semaines au Tchad, alors que des mouvements rebelles tentaient de renverser par les armes les autorités légales du pays, la France, qui, vous le savez, a dans le pays un dispositif militaire, s'est interdit de s'immiscer dans les combats.

Ce changement était nécessaire, et la raison en est simple. La présence militaire française en Afrique repose toujours sur des accords conclus au lendemain de la décolonisation, il y a près de 50 ans !

Je ne dis pas que ces accords n'ont pas été justifiés. Mais je dis que ce qui a été fait en 1960 n'a plus le même sens aujourd'hui. Leur rédaction est obsolète. Il n'est plus concevable, par exemple, que nous soyons entraînés dans des conflits internes. L'Afrique de 2008 n'est pas l'Afrique de 1960 ! La France en tirera toutes les conséquences avec ses partenaires africains.

Je souhaiterais, à cet égard, faire quatre propositions. La première porte sur les accords de défense entre la France et les pays africains. Ils doivent refléter l'Afrique d'aujourd'hui, et non pas l'Afrique d'hier. Ils doivent reposer sur les intérêts stratégiques de la France et de ses partenaires africains. Je ne dis pas qu'il faille nécessairement faire table rase et tout effacer d'un seul trait de plume. Mais je dis que la France souhaite engager des discussions avec tous les Etats africains concernés pour adapter les accords existants aux réalités du temps présent et en tenant le plus grand compte de leur propre volonté. Elle sera également ouverte au dialogue avec tous ceux qui souhaiteront nouer avec elle un nouveau partenariat en matière de sécurité.

Deuxièmement, je propose de refonder nos relations sur le principe de transparence. La transparence, c'est la meilleure garantie pour des relations solides et durables, le meilleur antidote aux fantasmes et aux incompréhensions si complaisamment répandus lorsqu'on évoque les liens qui unissent la France aux Africains. Contrairement à la pratique passée, nos accords devront être intégralement publiés. Je compte également associer étroitement le Parlement français aux grandes orientations de la politique de la France en Afrique.

Troisièmement, je propose que la présence militaire française en Afrique serve en priorité à aider l'Afrique à bâtir, comme elle en a l'ambition, son propre dispositif de sécurité collective. L'Union africaine souhaite disposer de forces en attente à l'horizon 2010 ? 2012 ? Que cet objectif soit aussi celui de la France ! La France n'a pas vocation à maintenir indéfiniment des forces armées en Afrique.

Il ne s'agit pas d'un désengagement de la France en Afrique. Je souhaite au contraire que la France s'engage davantage aux côtés de l'Union Africaine pour construire le système de sécurité collective dont l'Afrique a besoin car la sécurité de l'Afrique c'est d'abord naturellement l'affaire des Africains.

Enfin, ma dernière proposition vise à faire de l'Europe un partenaire majeur de l'Afrique en matière de paix et de sécurité. C'est le sens du partenariat conclu entre nos deux continents à Lisbonne en décembre dernier. Il appartient désormais aux Européens et aux Africains de le construire ensemble. C'est dans notre intérêt à tous, car une Europe forte a besoin d'une Afrique forte.

Mais la France a une conviction, et je sais que l'Afrique du Sud la partage : le meilleur garant de la paix et de la sécurité en Afrique comme partout ailleurs, c'est la démocratie et la justice. C'est vrai en Côte d'Ivoire où je souhaite la tenue d'élections libres, justes et reconnues. Il en va de même au Zimbabwe. C'est aussi vrai au Tchad où l'enracinement de la démocratie appelle dès maintenant de nouveaux efforts de la part de tous. La démocratie et les Droits de l'Homme ne sont pas une conditionnalité imposée de l'extérieur. La démocratie et les Droits de l'Homme n'ont rien d'étranger à l'Afrique. Ce sont des aspirations des populations africaines que la France partage. En matière de développement, je souhaite que la France contribue plus activement à la lutte contre la

pauvreté en Afrique.

Elle le fera en continuant à soutenir la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire. Elle maintiendra son engagement financier dans ce domaine.

J'ai également souhaité que la France intervienne de manière plus ciblée pour favoriser l'accélération de la croissance économique. Je souhaite qu'elle contribue directement à la création d'entreprises africaines génératrices d'emplois. C'est pourquoi j'ai décidé de lancer une initiative de soutien à la croissance économique, ouverte à d'autres partenaires.

Cette initiative, qui sera mise en œuvre par l'Agence Française de Développement comporte trois composantes : D'abord un fonds d'investissement de 250 millions d'euros prendra des participations dans d'autres fonds mixtes ou thématiques.

La deuxième composante est la création d'un fonds de garantie doté aussi de 250 millions d'euros. Il doit permettre de faciliter l'accès des PME africaines au crédit bancaire et au capital. La dernière composante est le doublement de l'activité de l'Agence Française de Développement en faveur du secteur privé, soit un engagement de 2 milliards d'euros sur 5 ans. Au total, cette initiative mobilisera deux milliards et demi d'euros en 5 ans ; qui financeront directement ou indirectement près de 2000 entreprises, pour la création de 300 000 emplois.

En intégrant cette initiative, le total des engagements financiers français bilatéraux pour l'Afrique subsaharienne s'élèvera donc à 10 milliards d'euros sur les 5 prochaines années.

Le secteur privé français doit également participer activement à la croissance économique africaine. Je ne saurais parler de l'avenir des relations entre la France et l'Afrique sans évoquer la question des migrations. 65% des 200 000 étrangers qui s'installent chaque année en France viennent du continent africain. Cependant, il ne s'agit pas seulement d'un phénomène Nord-Sud. La grande majorité de ces mouvements migratoires est interne au continent africain.

L'Afrique du Sud accueille d'ailleurs à elle-seule près d'un quart des populations migrantes en Afrique.

La réalité de l'immigration n'est pas satisfaisante aujourd'hui. Elle ne l'est pas pour nous ; elle ne l'est pas davantage pour vous. Européens et Africains du Sud, nous sommes confrontés au même défi. Alors que 500 000 personnes entrent illégalement en Europe tous les ans, l'ampleur du phénomène vers l'Afrique du Sud l'oblige également à un très grand nombre d'expulsions.

Je ne dis pas que l'immigration est un phénomène qu'il faudrait combattre. J'ai toujours rejeté l'idée d'immigration zéro, une idée à la fois irréaliste et dangereuse. La France comme l'Afrique du Sud sont deux nations qui doivent une part de leur essor à l'apport des migrants. Aucun pays au monde ne peut se permettre de recevoir une quantité de migrants qui excède sa capacité à les accueillir dignement, dans le travail, le logement, l'éducation et les soins. La rupture de cet équilibre entraîne des phénomènes de chômage massif des étrangers, d'exclusion et de ghettos. A terme, elle favorise la violence et la xénophobie. C'est la responsabilité de tout un Gouvernement de décider combien de migrants il est prêt à accueillir sur son territoire et dans quelles conditions. Le principe vaut autant pour les Européens que pour les Africains. La France prépare une réforme capitale de sa politique de l'immigration. Un quota annuel de nouveaux migrants accueillis en France sera débattu et voté chaque année par le Parlement. Ce plafond chiffré comportera des sous-catégories par motifs d'immigration, travail ou regroupement familial. Il sera négocié avec les pays d'origine dans le cadre des accords de gestion concertés des flux migratoires. Le temps est venu de construire un partenariat euro-africain sur les migrations, en particulier sur trois sujets essentiels : D'abord le pillage des cerveaux. Un rapport de l'OMS de 2006 souligne ainsi que l'Afrique qui supporte 24% du fardeau des maladies ne possède plus que 3% du personnel médical. Cette situation n'est pas tenable. Il nous faut organiser des migrations d'allers-retours ; éviter le départ définitif des élites africaines. Ensuite, la répression des filières : il est temps que la communauté internationale se mobilise contre cet odieux trafic.

Enfin le co-développement, c'est-à-dire la mobilisation des populations migrantes pour le développement des pays d'origine. Ce nouveau chantier fait partie d'un large paquet de mesures adopté lors du 2ème Sommet UE Afrique à Lisbonne. Je me réjouis qu'il ait pu se tenir en décembre dernier. La France soutient cet engagement européen accru en Afrique. Mais cette relation nouvelle ne rend pas obsolètes les liens spécifiques entre la France et l'Afrique.

Au-delà de la relation entre Etats, ces liens s'établissent aussi entre parlementaires, collectivités locales, syndicats, associations, universitaires ou opérateurs économiques. Ces liens sont forts et me conduisent aussi à souhaiter la poursuite des Sommets Afrique-France. Certes, j'entends bien les critiques. Ces rencontres ont débuté en 1973, mais elles n'ont pas vocation à être une simple perpétuation du passé. Il y aurait un paradoxe à les abandonner, au moment même où leur modèle est copié par de nombreux autres pays. Pour autant, il est nécessaire de les adapter quant à leur finalité et à leur déroulement.

Il est nécessaire d'en changer les méthodes et les objectifs. Leur préparation mériterait plus de concertation ; les débats gagneraient à être structurés différemment ; il y a lieu d'ajuster leur périodicité à celle d'autres rencontres, dans le cadre de l'Union Européenne ou de l'Organisation Internationale de la Francophonie. On peut songer enfin à leur conférer un caractère plus concret, tirer des bilans ou formuler des orientations. Je propose que la prochaine réunion ministérielle de suivi qui précèdera le prochain Sommet déjà prévu au Caire en 2009 soit l'occasion de se prononcer en commun sur de nouvelles modalités.

Alors que débute le XXIème siècle, notre génération porte la lourde responsabilité de lui éviter les drames qu'a connus le précédent. Le message d'humanité et de réconciliation venu d'Afrique du Sud doit nous guider. Dans mon bureau, il y a une photo de Nelson Mandela qu'il m'a offerte lorsqu'il est venu à Paris l'année dernière. Quand je regarde ce visage qui pour le monde entier est devenu celui du pardon, je pense toujours à deux choses qu'il a dites. La première, c'était pendant la campagne de 1994. Ils disait à ceux pour la dignité desquels il s'était tant battu : « Si vous voulez vivre mieux, vous devez travailler dur. Nous ne pouvons le faire à votre place ; vous devez le faire vous-mêmes. » La deuxième, c'est ce passage magnifique à la fin de ses mémoires, quand il dit : « Personne ne naît en haïssant une autre personne à cause de la couleur de sa peau, ou de son passé, ou de sa religion. Les gens doivent apprendre à haïr, et s'ils peuvent apprendre à haïr, on peut leur enseigner aussi à aimer. »

Votre histoire nous enseigne que les hommes ne sont pleinement humains que par et grâce à d'autres hommes. Votre pays en fait tous les jours la démonstration en faisant coexister les descendants des esclaves et ceux des maîtres ; les descendants des fermiers venus d'Angleterre, des Pays-Bas ou de France et ceux des conquérants zoulous et des guerriers khossas ; les descendants des métayers venus du Gujarat et ceux des mineurs venus de toute l'Afrique Australe. Votre histoire démontre que les valeurs de votre révolution, comme celles de la Révolution Française, peuvent toujours permettre de transformer le monde. Ensemble, nous croyons à l'égalité des droits et à l'égalité des dignités. Il nous dit que le monde, pour réussir, a besoin de l'Afrique et de sa voix, d'une Afrique debout, vivante et libre.

Vive l'Afrique du Sud,

Vive la France.